



**Tableau d'avancement à la hors-classe des conseillers principaux d'éducation
Année 2021**

Le recteur de l'académie de Lyon,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'état,

VU le décret n°70-738 du 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation,

Arrête :

Article 1^{er} : Les conseillers principaux d'éducation de classe normale dont les noms suivent, inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2021 pour l'accès à la hors-classe, sont nommés conseillers principaux d'éducation hors-classe à compter du 1^{er} septembre 2021.

Nom usuel	Prénom
ACHKAR	AICHA
ARCIS	SYLVIE
AYMARD	PASCAL
BENZEGHIBA	MORAD
BORY	SANDRINE
BROSSE	NATHALIE
CATELAND	LAURE
CHAPEROT	BEATRICE
DOUTRE	AGNES
DUCREUX	SANDRINE
DUMAS	XAVIER

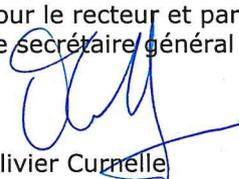
Nom usuel	Prénom
ESSAKRI	NOUREDDINE
FERRIERE	MARTINE
GODIGNON	NADIA
GOUBIER	VIRGINIE
GRIMOUT	MELYNDA
MARCHAND BROCHIER	STEPHANIE
MELLET	PATRICIA
MORIN	CELINE
PICOT	ANNE-LAURE
PRODANU	LAURENT
ROULIN	MARTINE
ROUX	SYBILLE
ZACARIAS	GEORGES

Article 2 : Le classement de chacun des intéressés dans son nouveau grade fera l'objet d'un arrêté ultérieur

Article 3 : Le présent arrêté est publié sur le site internet du rectorat de Lyon <https://www.ac-lyon.fr/resultats-des-operations-de-promotion-des-personnels-enseignants-d-education-et-d-orientation-122468> et est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du rectorat, 92 rue de Marseille, Lyon 7^e.

Fait à Lyon, le 12 juillet 2021

Pour le recteur et par délégation
Le secrétaire général de l'académie


Olivier Curnelle

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
 - ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.
- Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite – c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision – vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger